

# Bulletin provincial



## SOMMAIRE

—

---

N° 12

-2020-

15 décembre

---

Services du Directeur financier provincial - Fiscalité

## IMPOSITIONS PROVINCIALES

-

## SOMMAIRE

—

### IMPOSITIONS PROVINCIALES

Résolutions du Conseil provincial du Hainaut en date du 27 octobre 2020 relatives :

- aux additionnels au précompte immobilier ;
- à la taxe sur les débits de tabacs ;
- à la taxe sur les dépôts de mitraille, de pneus ou de véhicules usagés situés en plein air ;
- à la taxe sur les établissements bancaires ;
- à la taxe sur les établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes et sur les établissements classés ;
- à la taxe sur les officines de paris aux courses de chevaux ;
- à la taxe sur les panneaux d'affichage ;
- à la taxe sur les permis et licences de chasse,
- à la perception des taxes provinciales et sur les exonérations de certaines taxes en faveur des entreprises nouvelles ou des extensions d'entreprises existantes.

Services du Directeur financier provincial - Fiscalité

## IMPOSITIONS PROVINCIALES

Objet : Additionnels au précompte immobilier.  
Résolution du Conseil provincial du 27 octobre 2020.

LE CONSEIL PROVINCIAL DU HAINAUT,

Vu l'article 16 de la Loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, remplacé par la loi du 9 juillet 1982, notamment le paragraphe 4;

Vu les articles 41, 162 et 170 de la Constitution ;

Vu la Charte européenne de l'autonomie locale et notamment l'article 9 ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget provincial 2021;

Vu la situation financière de la Province ;

Vu les dispositions du Code des Impôts sur les Revenus 92 et notamment l'article 464;

Vu le décret du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu les dispositions du code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre des Pouvoirs locaux relative à l'élaboration des budgets provinciaux;

Vu l'avis de légalité du Directeur financier provincial sollicité en date du 9 octobre 2020;

Vu l'avis de légalité remis par le Directeur financier provincial en date du 12 octobre 2020;

Considérant les propositions du Collège provincial relatives aux additionnels provinciaux au précompte immobilier pour l'exercice d'imposition 2021 ;

A R R E T E :

<b>Par nombre de voix :</b>	
<b>Quorum :</b>	<b>38</b>
<b>Pour :</b>	<b>36</b>
<b>Contre :</b>	<b>2</b>
<b>Abstention :</b>	<b>0</b>

**Article 1<sup>er</sup>** : Il sera perçu pour 2021: 1.895 centimes additionnels au précompte immobilier.

Ces additionnels seront perçus par le Service Public de Wallonie Fiscalité.

**Article 2** : La présente résolution sera soumise à l'examen de l'autorité de tutelle et publiée par la voie du Bulletin provincial de la Province de Hainaut et par la mise en ligne sur son site Internet.

En séance à MONS, le 27 octobre 2020.

LE DIRECTEUR GENERAL PROVINCIAL,  
(s) P. MELIS

LE PRESIDENT,  
(s) A. BOITE

Soit la résolution qui précède insérée au Bulletin provincial et mise en ligne sur le site internet de la Province en vertu des articles L2213-2 et L2213-3 du Décret du 12 février 2004 organisant les Provinces wallonnes, codifié dans le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD).

A Mons, le 11 décembre 2020.

LE DIRECTEUR GENERAL PROVINCIAL,  
(s) P. MELIS

LE PRESIDENT,  
(s) A. BOITE

Services du Directeur Financier Provincial - Fiscalité

## IMPOSITIONS PROVINCIALES

Objet : Taxe sur les débits de tabacs.

Résolution du Conseil provincial du 27 octobre 2020.

LE CONSEIL PROVINCIAL DU HAINAUT,

Vu l'article 16 de la Loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, remplacé par la loi du 9 juillet 1982, notamment le paragraphe 4;

Vu les articles 41, 162 et 170 de la Constitution ;

Vu la Charte européenne de l'autonomie locale et notamment l'article 9 ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget provincial 2021;

Vu la situation financière de la Province ;

Vu le décret du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu la circulaire du Ministre des Pouvoirs locaux relative à l'élaboration des budgets provinciaux ;

Vu l'avis de légalité du Directeur financier provincial sollicité en date du 9 octobre 2020 ;

Vu l'avis de légalité remis par le Directeur financier provincial en date du 12 octobre 2020 ;

Considérant les propositions du Collège provincial relatives à la taxe sur les débits de tabacs pour l'exercice d'imposition 2021 ;

A R R E T E :

<b>Par nombre de voix :</b>	
<b>Quorum :</b>	<b>38</b>
<b>Pour :</b>	<b>36</b>
<b>Contre :</b>	<b>2</b>
<b>Abstention :</b>	<b>0</b>

Article 1.- Il est établi, au profit de la Province de Hainaut, pour l'exercice d'imposition 2021, une taxe sur les débits de tabacs situés sur le territoire de la Province.

Article 2.- La taxe est due sur l'ensemble des produits de tabacs vendus sur le territoire de la Province par le débitant.

Est réputé débitant, toute personne physique ou morale qui, soit chez elle, soit ailleurs, mais dans un lieu accessible au public, vend aux consommateurs, à titre principal ou accessoire, des tabacs, des cigares ou des cigarettes.

Article 3.-

La taxe est perçue par voie de rôle. Elle est calculée en fonction du nombre de paquets individuels contenant du tabac, quel qu'en soit le conditionnement, vendus au cours de l'année précédant l'exercice d'imposition.

Elle est fixée à 0,05 € par paquet avec toutefois une exonération des 100.000 premiers paquets vendus au cours de la période.

Les tabacs installés dans les distributeurs automatiques n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la taxe.

Article 4.- Les redevables déclareront chaque année à la Direction Financière – Fiscalité - Digue de Cuesmes, 31 à 7000 – MONS, au plus tard le 31 janvier de l'exercice, le nombre total de paquets de tabac vendu sur le territoire de la province au cours de l'exercice précédent. Le montant exonéré sera pris en considération lors du calcul de l'impôt. Les redevables qui n'auraient pas fait cette déclaration, pourront le cas échéant être taxés d'office.

Article 5.- Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

Article 6.- Le règlement de la taxe sur les débits de tabacs est abrogé et remplacé par la présente résolution à partir de l'exercice d'imposition 2021.

Article 7 : La présente résolution sera soumise à l'examen de l'autorité de tutelle et publiée par la voie du Bulletin provincial de la Province de Hainaut et par la mise en ligne sur son site Internet.

En séance à MONS, le 27 octobre 2020.

LE DIRECTEUR GENERAL PROVINCIAL,  
(s) P. MELIS

LE PRESIDENT,  
(s) A. BOITE

---

Services du Directeur financier provincial - Fiscalité

## IMPOSITIONS PROVINCIALES

Objet : Taxe sur les dépôts de mitraille, de pneus ou de véhicules usagés situés en plein air.  
Résolution du Conseil provincial du 27 octobre 2020.

Vu l'article 16 de la Loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, remplacé par la loi du 9 juillet 1982, notamment le paragraphe 4;

Vu les articles 41, 162 et 170 de la Constitution ;

Vu la Charte européenne de l'autonomie locale et notamment l'article 9 ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget provincial 2021;

Vu la situation financière de la Province ;

Vu le décret du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu la circulaire du Ministre des Pouvoirs locaux relative à l'élaboration des budgets provinciaux ;

Vu l'avis de légalité du Directeur financier provincial sollicité en date du 9 octobre 2020 ;

Vu l'avis de légalité remis par le Directeur financier provincial en date du 12 octobre 2020 ;

Considérant les propositions du Collège provincial relatives à la taxe sur les dépôts de mitraille, de pneus ou de véhicules usagés situés en plein air pour l'exercice d'imposition 2021 ainsi que celle du 15 octobre 2015 relative à l'exercice d'imposition 2016 ;

**A R R E T E :**

<b>Par nombre de voix :</b>	
<b>Quorum :</b>	<b>38</b>
<b>Pour :</b>	<b>36</b>
<b>Contre :</b>	<b>2</b>
<b>Abstention :</b>	<b>0</b>

Article 1.- Il est établi, au profit de la Province de Hainaut, pour l'exercice d'imposition 2021, une taxe sur les dépôts de mitraille, de pneus ou de véhicules usagés, ayant leur siège sur le territoire du Hainaut au cours de l'année qui donne son nom à l'exercice, installés en plein air et visibles de la voie publique.

Article 2.- La taxe est due solidairement par l'exploitant du dépôt et par le propriétaire du bien sur lequel le dépôt est établi, quelle que soit l'importance des marchandises entreposées, même si le dépôt n'a pas été autorisé en application du règlement général sur les établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes ou du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

La taxe entière est due, quelle que soit la durée de l'existence du dépôt au cours de l'année d'imposition.

Article 3.- Le taux est fixé comme suit :

a) en fonction de la superficie totale du terrain sur lequel le dépôt est établi :

jusqu'à 5 ares :	446,21 EUR;
plus de 5 ares jusqu'à 10 ares :	892,42 EUR;
plus de 10 ares jusqu'à 20 ares :	1189,89 EUR;
plus de 20 ares jusqu'à 50 ares :	1487,36 EUR;
plus de 50 ares jusqu'à 100 ares :	1983,15 EUR;
plus de 100 ares :	2478,94 EUR.

b) par véhicule usagé : 247,89 EUR (par véhicule)

Par véhicule usagé, on entend tout véhicule hors d'état de fonctionner et non immatriculé.

La taxe n'est pas due si le dépôt est complètement invisible de tout point de la voie publique:

- soit par le fait de sa situation;
- soit par le fait de murs ou plantations d'une hauteur suffisante.

Les dépôts situés soit dans les enceintes des installations portuaires ou ferroviaires, soit dans des installations consommatrices de mitraille pour leurs propres besoins, sont exonérés de la présente taxe.

Article 4.- Une réduction de 50% de la taxe établie suivant la superficie du dépôt sera accordée à tout propriétaire qui, ayant obtenu le permis prévu par la législation relative à l'Aménagement du territoire et à l'Urbanisme, se sera conformé aux prescriptions qu'elle édicte.

Dans le cas où l'Administration provinciale de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire ne doit pas être consultée préalablement à la délivrance de l'autorisation, la même réduction de 50% pourra être accordée aux propriétaires qui se conformeront aux conditions édictées par le Collège communal, pour autant que le permis n'ait pas été suspendu et annulé et que les conditions y contenues soient réalisées.

Article 5.- La réduction sera accordée par le Collège provincial, sur demande formulée par les propriétaires des dépôts de mitraille, de pneus ou de véhicules usagés, à partir de l'exercice suivant l'année au cours de laquelle les conditions imposées auront été remplies et ce, jusqu'au moment où le dépôt sera devenu complètement invisible de tout point des voies publiques.

Article 6.- Le contribuable reçoit de l'administration provinciale un formulaire de déclaration qui doit être renvoyé par ses soins, dûment complété et signé, avant la date d'échéance qui y est renseignée. Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de s'en procurer un au service fiscal de la Direction Financière, 31 Digue de Cuesmes, 7000 - MONS, avant le 1er mars de l'exercice d'imposition ou dès l'installation de l'élément imposable.

Article 7.- Un relevé récapitulatif des contribuables, accompagné de toutes les déclarations, est adressé par l'Administration communale avant le 15 mars au service fiscal de la Direction Financière, Digue de Cuesmes, 31 - 7000 - MONS.

Article 8.- La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 9.- Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions qui précèdent.

Article 10.- Le règlement antérieur inhérent à la taxe sur les dépôts de mitraille, de pneus ou de véhicules usagés, situés en plein air est abrogé et remplacé par la présente résolution à partir de l'exercice d'imposition 2021.

Article 11 : La présente résolution sera soumise à l'examen de l'autorité de tutelle et publiée par la voie du Bulletin provincial de la Province de Hainaut et par la mise en ligne sur son site Internet.

En séance à MONS, le 27 octobre 2020.

LE DIRECTEUR GENERAL PROVINCIAL,  
(s) P. MELIS

LE PRESIDENT,  
(s) A. BOITE

Services du Directeur financier provincial - Fiscalité

### IMPOSITIONS PROVINCIALES

Objet : Taxe sur les établissements bancaires.  
Résolution du Conseil provincial du 27 octobre 2020.

LE CONSEIL PROVINCIAL DU HAINAUT,

Vu l'article 16 de la Loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, remplacé par la loi du 9 juillet 1982, notamment le paragraphe 4;

Vu les articles 41, 162 et 170 de la Constitution ;

Vu la Charte européenne de l'autonomie locale et notamment l'article 9 ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget provincial 2021 ;

Vu la situation financière de la Province ;

Vu le décret du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu la circulaire du Ministre des Pouvoirs locaux relative à l'élaboration des budgets provinciaux ;

Vu l'avis de légalité du Directeur financier provincial sollicité en date du 9 octobre 2020 ;

Vu l'avis de légalité remis par le Directeur financier provincial en date du 12 octobre 2020;

Considérant les propositions du Collège provincial relatives à la taxe sur les établissements bancaires pour l'exercice d'imposition 2021 ;

A R R E T E :

<b>Par nombre de voix :</b>	
<b>Quorum :</b>	<b>38</b>
<b>Pour :</b>	<b>36</b>
<b>Contre :</b>	<b>2</b>
<b>Abstention :</b>	<b>0</b>

Article 1.- Il est établi au profit de la Province de Hainaut, pour l'exercice d'imposition 2021, une taxe à charge de toute personne physique ou morale à l'intervention de laquelle est installé, sur le territoire de la Province, un établissement bancaire ouvert au public.

Article 2.- Le taux de cette imposition est fixé à :

- 495,79 EUR par établissement qui occupe au moins deux personnes sous contrat d'emploi;
- 123,95 EUR par établissement exploité par une seule personne quel que soit son statut;
- 123,95 EUR par guichet non automatisé.

Article 3.- Par établissements bancaires, il faut entendre :

- tout établissement se livrant à titre principal ou accessoire à des activités bancaires et/ou de crédits sous des formes quelconques et qui occupe au moins 2 personnes sous contrat d'emploi. Leurs succursales et agences sont également soumises à l'impôt.
- les établissements qui exercent une activité bancaire à titre principal, exploités par une seule personne quel que soit son statut.

Article 4.- Seront exonérés d'impôt :

les établissements bancaires qui apportent la preuve du bénéfice d'exemption dont ils sont nantis en vertu d'une loi spéciale.

Article 5.- La taxe est due pour l'année civile entière, quelles que soient l'époque d'installation et la durée de fonctionnement.

Article 6.- La taxe est payable spontanément et en une seule fois au plus tard le 1er mars de l'année d'imposition par versement au compte particulier ouvert à cet effet.

Pour les établissements ouverts dans le courant de l'exercice, la taxe devra être acquittée au plus tard à la fin du mois qui suit l'ouverture.

Parallèlement à son paiement, le redevable transmettra au service fiscal de la Direction Financière - Digue de Cuesmes, 31 à 7000 - MONS, le relevé des établissements pour lesquels la taxe est payée ainsi que, pour chacun d'eux, le nombre de guichets installés.

A condition que la taxe ait été payée avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année d'imposition, les contribuables dont la situation fiscale reste inchangée par rapport à l'exercice précédent pourront être dispensés d'introduire chaque année une nouvelle déclaration. Dans cette hypothèse, la déclaration souscrite au cours d'un exercice pourra rester valable pour les exercices suivants sauf révocation signifiée à l'Administration provinciale avant le 31 janvier de l'exercice d'imposition. A défaut de révocation dans le délai prescrit, la taxe sera enrôlée automatiquement sans autre formalité.

Article 7.- Les Administrations communales enverront chaque année au service fiscal de la Direction Financière - Digue de Cuesmes, 31, à 7000 - MONS, pour le 15 février au plus tard, la liste des établissements situés sur leur territoire. Elles signaleront, en outre, dans le mois, l'existence de toute nouvelle installation.

Article 8.- Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition, pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

Article 9.- Le règlement antérieur inhérent à la taxe provinciale sur les établissements bancaires est abrogé et remplacé par la présente résolution à partir de l'exercice d'imposition 2021.

Article 10 : La présente résolution sera soumise à l'examen de l'autorité de tutelle et publiée par la voie du Bulletin provincial de la Province de Hainaut et par la mise en ligne sur son site Internet.

En séance à Mons, le 27 octobre 2020.

LE DIRECTEUR GENERAL PROVINCIAL,  
(s) P. MELIS

LE PRESIDENT,  
(s) A. BOITE

Services du Directeur financier provincial - Fiscalité

## IMPOSITIONS PROVINCIALES

Objet : Taxe sur les établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes et sur les établissements classés.

Résolution du Conseil provincial du 27 octobre 2020.

LE CONSEIL PROVINCIAL DU HAINAUT,

Vu l'article 16 de la Loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, remplacé par la loi du 9 juillet 1982, notamment le paragraphe 4;

Vu les articles 41, 162 et 170 de la Constitution ;

Vu la Charte européenne de l'autonomie locale et notamment l'article 9 ;

Vu le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget provincial 2021 ;

Vu l'Arrêté du 4 juillet 2002 du Gouvernement wallon arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu le Décret du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu la circulaire du Ministre des Pouvoirs locaux relative à l'élaboration des budgets provinciaux ;

Vu l'avis de légalité du Directeur financier provincial sollicité en date du 9 octobre 2020 ;

Vu l'avis de légalité remis par le Directeur financier provincial en date du 12 octobre 2020 ;

Vu la situation financière de la Province ;

Considérant les propositions du Collège provincial relatives à la taxe sur les établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes et sur les établissements classés pour l'exercice d'imposition 2021 ainsi que celles du 15 octobre 2015 relative à l'exercice d'imposition 2016 ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget provincial 2021;

A R R E T E :

<b>Par nombre de voix :</b>	
<b>Quorum :</b>	<b>38</b>
<b>Pour :</b>	<b>36</b>
<b>Contre :</b>	<b>2</b>
<b>Abstention :</b>	<b>0</b>

Article 1.- Il est établi, au profit de la Province de Hainaut, pour l'exercice d'imposition 2021, une taxe sur les établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes de classe 1 continuant à être exploités sur base du Règlement général pour la protection du travail (RGPT) et dont la nomenclature et la classification font l'objet du titre premier, chapitre II, du RGPT et, sur les installations et activités de classe 1 et 2 soumises au Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et à l'Arrêté du 4 juillet 2002 du Gouvernement wallon arrêtant la liste des projets soumis à études d'incidences et des installations et activités classées exploités sur le territoire de la Province de Hainaut au cours de l'année qui précède celle qui donne son nom à l'exercice.

Lorsqu'un ou plusieurs établissements, installations et activités de classes 1 et 2 sont mis en œuvre dans une fabrique, usine, atelier, magasin, dépôt ..., la taxe est due autant de fois qu'il y a d'établissements, installations et activités mis en œuvre.

Article 2.- Le taux de la taxe est fixé à :

- pour les établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes de 1ère classe sur base du RGPT, exploités au cours de l'année 2020 : 163,61 EUR par établissement, installation, activité de classe 1.
- pour les établissements classés de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> classe en vertu de la législation relative au permis d'environnement, exploités au cours de l'année 2020 : 163,61 EUR par établissement, installation, activité de classes 1 et 2.

Exonération pour les éléments de classe 3 du permis d'environnement.

Article 3.- La taxe est due :

- 1 – Par l'exploitant du ou des établissement(s) dangereux, insalubre(s) et incommode(s) visé à l'article 1<sup>er</sup> ;
- 2 – Par l'exploitant du ou des établissement(s) classé(s) visé à l'article 1<sup>er</sup>.

Article 4.- Sont exonérés de l'impôt :

- a) les établissements qui sont restés inactifs pendant toute l'année qui précède celle qui donne son nom à l'exercice; l'impôt est réduit de moitié pour les installations restées inactives pendant au moins six mois consécutifs de ladite année.
- b) les établissements exploités par les administrations, établissements et services publics ainsi que les organismes d'intérêt public et les établissements philanthropiques et d'utilité sociale, pour leurs missions de service public et d'intérêt général en dehors de toute activité à caractère commercial.
- c) les contribuables imposés sur base d'autorisations issues du RGPT pourront obtenir une exonération de la taxe dès lors que la nature de leur installation est reprise en classe 3 dans le décret relatif au permis d'environnement ou si ladite installation ne figure plus dans ce dernier.
- d) les contribuables imposés sur base d'autorisations issues du décret relatif au permis d'environnement de classe 1 ou 2 pourront bénéficier de l'exonération de la taxe lorsque l'établissement considéré est repris en classe 2 du RGPT.

Article 5.- Pour la perception de la taxe, les communes adresseront, chaque année, au service fiscal de la Direction Financière - Digue de Cuesmes, 31, à 7000 - MONS, avant le 15 mars :

- un relevé des établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes exploités dans la localité au cours de l'année qui précède celle qui donne son nom à l'exercice, qu'ils soient ou non autorisés, avec indication :

- de la nature de chacun de ces établissements;
- de sa classification propre;
- de l'arrêté d'autorisation (éventuellement);
- de tous les arrêtés se rapportant à des installations ou appareils faisant partie intégrante de l'établissement dangereux en lui-même.

- un relevé des établissements classés en vertu de la législation relative au permis d'environnement exploités dans la localité au cours de l'année qui précède celle qui donne son nom à l'exercice, avec les mêmes indications que ci-dessus.

Les relevés, dressés par ordre alphabétique, grouperont tout ce qui se rapporte à un même exploitant.

Article 6.- Le contribuable reçoit de l'administration provinciale un formulaire de déclaration qui doit être renvoyé par ses soins, dûment complété et signé, avant la date d'échéance qui y est renseignée. Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de fournir à l'administration provinciale toutes les données nécessaires à la fixation de l'impôt.

Cette déclaration sera adressée au service fiscal de la Direction Financière - Digue de Cuesmes, 31 7000 - MONS avant le 31 décembre de l'année de l'exploitation de l'établissement.

Les contribuables dont la situation fiscale reste inchangée par rapport à l'exercice précédent pourront être dispensés d'introduire chaque année une nouvelle déclaration. Dans cette hypothèse, la déclaration souscrite au cours d'un exercice pourra rester valable pour les exercices suivants sauf révocation signifiée à l'Administration provinciale avant le 31 janvier de l'exercice d'imposition. A défaut de révocation dans le délai prescrit, la taxe sera enrôlée automatiquement sans autre formalité.

Article 7.- La taxe sera perçue par voie de rôle.

Article 8.- Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

Article 9.- Le règlement antérieur inhérent à la taxe sur les établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes et sur les établissements classés est abrogé et remplacé par la présente résolution à partir de l'exercice d'imposition 2021.

Article 10 : La présente résolution sera soumise à l'examen de l'autorité de tutelle et publiée par la voie du Bulletin provincial de la Province de Hainaut et par la mise en ligne sur son site Internet.

En séance à MONS, le 27 octobre 2020.

LE DIRECTEUR GENERAL PROVINCIAL,  
(s) P. MELIS

LE PRESIDENT,  
(s) A. BOITE

Services du Directeur financier provincial - Fiscalité

## IMPOSITIONS PROVINCIALES

—  
Objet : Taxe sur les officines de paris aux courses de chevaux.  
Résolution du Conseil provincial du 27 octobre 2020.

—  
LE CONSEIL PROVINCIAL DU HAINAUT,

Vu l'article 16 de la Loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, remplacé par la loi du 9 juillet 1982, notamment le paragraphe 4;

Vu les articles 41, 162 et 170 de la Constitution ;

Vu la Charte européenne de l'autonomie locale et notamment l'article 9 ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget provincial 2021 ;

Vu la situation financière de la Province ;

Vu le décret du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu les dispositions du code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu la circulaire du Ministre des Pouvoirs locaux relative à l'élaboration des budgets provinciaux ;

Vu l'avis de légalité du Directeur financier provincial sollicité en date du 9 octobre 2020 ;

Vu l'avis de légalité remis par le Directeur financier provincial en date du 12 octobre 2020 ;

Considérant les propositions du Collège provincial relatives à la taxe sur les officines de paris aux courses de chevaux pour l'exercice d'imposition 2021 ;

A R R E T E :

<b>Par nombre de voix :</b>	
<b>Quorum :</b>	<b>38</b>
<b>Pour :</b>	<b>36</b>
<b>Contre :</b>	<b>2</b>
<b>Abstention :</b>	<b>0</b>

Article 1.- Il est établi, au profit de la Province de Hainaut, pour l'exercice d'imposition 2021, une taxe sur les officines de paris aux courses de chevaux installées en Hainaut.

Le taux de cette imposition est fixé à 37,18 EUR par mois ou fraction de mois d'exploitation.

Article 2.- Par officine de paris, on entend, pour l'application de la taxe, tout local, que ce soit une agence ou une succursale, situé en dehors des enceintes où les courses ont lieu et où des paris aux courses sont acceptés ou organisés.

Article 3.- La taxe est due par toute personne, association ou société exploitant une officine agréée par le Directeur régional des Contributions directes pour accepter des paris sur les courses de chevaux courues à l'étranger, autorisée dans le cadre de l'article 66 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus et taxable en vertu de l'article 74 du dit Code.

Si l'officine est tenue pour le compte d'une tierce personne par un gérant ou un autre préposé, seul le commettant est considéré comme exploitant pour l'application de la taxe.

Article 4.- Toute personne, association ou société, exploitant une officine de paris aux courses, tout gérant ou autre préposé, doit en faire la déclaration écrite au Service fiscal de la Direction Financière, 31 Digue de Cuesmes, 7000 - Mons, dans le courant du mois de janvier de chaque année.

Celui qui ouvre une officine après le 31 janvier de l'année est tenu d'en faire la déclaration dans les quinze jours qui suivent la date d'ouverture.

Article 5.- La taxe est payable spontanément, au moment de la déclaration, au compte de la Province ouvert à cet effet.

Article 6.- La taxe est exigible pour l'année entière ou pour les mois ou fractions de mois restants, selon que l'exploitation commence avant ou après le 31 janvier de l'année budgétaire.

Article 7.- Toutefois, en cas de cessation, le contribuable pourra obtenir de la Province un remboursement proportionnel au nombre de mois complets de non-exploitation.

Article 8.- Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

Article 9.- Le règlement antérieur inhérent à la taxe sur les officines de paris aux courses de chevaux est abrogé et remplacé par la présente résolution à partir de l'exercice d'imposition 2021.

Article 10 : La présente résolution sera soumise à l'examen de l'autorité de tutelle et publiée par la voie du Bulletin provincial de la Province de Hainaut et par la mise en ligne sur son site Internet.

En séance à MONS, le 27 octobre 2020.

LE DIRECTEUR GENERAL PROVINCIAL,  
(s) P. MELIS

LE PRESIDENT,  
(s) A. BOITE

Services du Directeur financier provincial - Fiscalité

## IMPOSITIONS PROVINCIALES

—

Objet : Taxe sur les panneaux d'affichage.  
Résolution du Conseil provincial du 27 octobre 2020.

LE CONSEIL PROVINCIAL DU HAINAUT,

Vu l'article 16 de la Loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, remplacé par la loi du 9 juillet 1982, notamment le paragraphe 4;

Vu les articles 41, 162 et 170 de la Constitution ;

Vu la Charte européenne de l'autonomie locale et notamment l'article 9 ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget provincial 2021 ;

Vu la situation financière de la Province ;

Vu le décret du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu les dispositions du code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu la circulaire du Ministre des Pouvoirs locaux relative à l'élaboration des budgets provinciaux ;

Vu l'avis de légalité du Directeur financier provincial sollicité en date du 9 octobre 2020 ;

Vu l'avis de légalité remis par le Directeur financier provincial en date du 12 octobre 2020 ;

Considérant les propositions du Collège provincial relatives à la taxe sur les panneaux d'affichage pour l'exercice d'imposition 2021 ;

ARRÊTÉ :

<b>Par nombre de voix :</b>	
<b>Quorum :</b>	<b>38</b>
<b>Pour :</b>	<b>36</b>
<b>Contre :</b>	<b>2</b>
<b>Abstention :</b>	<b>0</b>

Article 1.- Il est établi, au profit de la Province de Hainaut, pour l'exercice d'imposition 2021, une taxe sur les panneaux d'affichage installés sur son territoire.

Par panneau d'affichage, on entend tout élément, en quelque matériau que ce soit, visible de la voie publique, destiné à recevoir de la publicité par collage, agrafage, peinture ou par tout autre moyen, y compris les murs ou parties de murs et les clôtures loués ou employés dans le but de recevoir de la publicité sous quelque forme que ce soit.

Par panneau éclairé, on entend tout panneau décrit ci-dessus et muni d'un système d'éclairage ou lumineux.

Article 2.- La taxe est due :

- par la personne physique ou morale qui dispose du droit d'utiliser le panneau d'affichage (généralement, le nom figure sur le panneau);

- subsidiairement, si l'utilisateur n'est pas connu, par le propriétaire du terrain ou du mur où se trouve le panneau.

Article 3.- Le taux de cette imposition est fixé :

-0,25 € par décimètre carré pour les panneaux non éclairés ;

-0,50 € par décimètre carré pour les panneaux éclairés.

Toute fraction de décimètre carré est arrondie à l'unité supérieure.

Pour le calcul de la taxe, il y a lieu de prendre en considération la surface utile du panneau, c'est-à-dire la surface susceptible d'être utilisée pour l'affichage, à l'exclusion de l'encadrement.

Toutefois, en ce qui concerne les murs, seule est taxable la partie du mur qui est effectivement utilisée pour la publicité.

En ce qui concerne les autocollants, la taxe sera perçue sur base de la surface totale occupée sur un support déterminé et lorsque celle-ci est égale ou supérieure à 1 mètre carré.

Article 4.- La taxe est due pour l'année civile entière, quelles que soient l'époque et la durée de l'installation des panneaux.

Aucune taxe n'est toutefois perçue pour les éléments dont la durée d'installation est inférieure à 30 jours consécutifs, ainsi que pour ceux qui auront été enlevés avant le 1er mars de l'année d'imposition.

Article 5.- Sont exonérés de la taxe :

a) les panneaux utilisés exclusivement à l'occasion d'élections légalement prévues;

b) les panneaux utilisés uniquement pour des annonces notariales et comportant les informations auxquelles les notaires sont légalement tenus;

c) les panneaux utilisés par les administrations, les établissements et services publics ainsi que les organismes reconnus d'intérêt public et les établissements philanthropiques et d'utilité sociale, pour leurs missions de service public et d'intérêt général à l'exclusion de toute activité commerciale;

d) les panneaux qui, bien que visibles de la voie publique, sont placés sur les terrains de sport et sont dirigés vers l'endroit où il s'exerce;

e) les panneaux annonçant la raison sociale de l'établissement sur lequel ils sont apposés, à concurrence d'un seul panneau par établissement;

f) les plaquettes ou panneaux de MOINS DE UN METRE CARRE reprenant les coordonnées d'une personne, physique ou morale, réalisatrice d'un ouvrage.

Article 6.- Le redevable doit faire la déclaration des éléments imposables au plus tard le 1er avril de l'année d'imposition, selon la situation au 1er mars de ladite année.

Toutefois, le contribuable qui, dans le courant de l'exercice, procède à l'érection d'un (de) nouveau(x) panneau(x), est tenu d'en faire spontanément la déclaration auprès du service fiscal de la Direction Financière, 31 Digue de Cuesmes, 7000 - MONS.

Les contribuables dont la situation fiscale reste inchangée par rapport à l'exercice précédent pourront être dispensé d'introduire chaque année une nouvelle déclaration. Dans cette hypothèse, la déclaration souscrite au cours d'un exercice pourra rester valable pour les exercices suivants sauf révocation signifiée à l'Administration provinciale avant le 31 janvier de l'exercice d'imposition. A défaut de révocation dans le délai prescrit, la taxe sera enrôlée automatiquement sans autre formalité.

Article 7.- Un relevé récapitulatif des contribuables est adressé par l'administration communale, avant le 15 mars, au service fiscal de la Direction Financière, Digue de Cuesmes, 31 - 7000 - MONS.

Article 8.- La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 9.- Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

Article 10.- Le règlement antérieur inhérent à la taxe sur les panneaux d'affichage est abrogé et remplacé par la présente résolution à partir de l'exercice d'imposition 2021.

Article 11 : La présente résolution sera soumise à l'examen de l'autorité de tutelle et publiée par la voie du Bulletin provincial de la Province de Hainaut et par la mise en ligne sur son site Internet.

En séance à MONS, le 27 octobre 2020.

LE DIRECTEUR GENERAL PROVINCIAL,  
(s) P. MELIS

LE PRESIDENT,  
(s) A. BOITE

Services du Directeur financier provincial - Fiscalité

## IMPOSITIONS PROVINCIALES

Objet : Taxe sur les permis et licences de chasse.  
Résolution du Conseil provincial du 27 octobre 2020.

LE CONSEIL PROVINCIAL DU HAINAUT,

Vu l'article 16 de la Loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, remplacé par la loi du 9 juillet 1982, notamment le paragraphe 4;

Vu les articles 41, 162 et 170 de la Constitution ;

Vu la Charte européenne de l'autonomie locale et notamment l'article 9 ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget provincial 2021 ;

Vu la situation financière de la Province ;

Vu le décret du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu les dispositions du code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu la circulaire du Ministre des Pouvoirs locaux relative à l'élaboration des budgets provinciaux ;

Vu l'avis de légalité du Directeur financier provincial sollicité en date du 9 octobre 2020 ;

Vu l'avis de légalité remis par le Directeur financier provincial en date du 12 octobre 2020 ;

Considérant les propositions du Collège provincial relatives à la taxe sur les permis et licences de chasse pour l'exercice d'imposition 2021 ;

A R R E T E :

<b>Par nombre de voix :</b>	
<b>Quorum :</b>	<b>38</b>
<b>Pour :</b>	<b>36</b>
<b>Contre :</b>	<b>2</b>
<b>Abstention :</b>	<b>0</b>

Article 1.- Il est établi, au profit de la Province de Hainaut, pour l'exercice d'imposition 2021, une taxe sur les permis de chasse ainsi que sur les licences de chasse délivrés sur son territoire, égale à 10 % de la taxe régionale visant le même objet.

Article 2.- La taxe sera acquittée spontanément par versement ou par virement au compte particulier ouvert à cet effet.

Article 3.- Les redevables qui ont obtenu un permis ou une licence de chasse sont tenus d'en faire la déclaration au service fiscal de la Direction Financière – Digue de Cuesmes, 31 à 7000 MONS dans les huit jours de la délivrance du permis ou de la licence.

Sont dispensés de cette obligation, les contribuables qui auront acquitté la taxe de la manière prévue à l'article 2.

Article 4.- Sur base de la déclaration prévue à l'article 3, les contribuables recevront une invitation à payer la taxe spontanément sur le compte de la Province de Hainaut.

Article 5.- En l'absence de paiement et de déclaration, de déclaration incomplète, imprécise ou inexacte, la taxe sera enrôlée d'office et dans ce cas, elle sera portée au double du droit éludé.

Article 6.- Il n'est accordé aucune remise ou modération de la taxe pour quelque motif que ce soit, excepté le cas de la non délivrance du permis ou de la licence et lorsque celle-ci peut être constatée par tout document probant.

Article 7.- Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

Article 8.- Le règlement antérieur inhérent à la taxe sur les permis et licences de chasse est abrogé et remplacé par la présente résolution à partir de l'exercice d'imposition 2021.

Article 9 : La présente résolution sera soumise à l'examen de l'autorité de tutelle et publiée par la voie du Bulletin provincial de la Province de Hainaut et par la mise en ligne sur son site Internet.

En séance à Mons, le 27 octobre 2020.

LE DIRECTEUR GENERAL PROVINCIAL,  
(s) P. MELIS

LE PRESIDENT,  
(s) A. BOITE

Services financiers - Fiscalité

## IMPOSITIONS PROVINCIALES

Objet : Règlement général relatif à la perception des taxes provinciales et sur les exonérations de certaines taxes en faveur des entreprises nouvelles ou des extensions d'entreprises existantes, pour 2021.  
Résolution du Conseil provincial du 27 octobre 2020.

LE CONSEIL PROVINCIAL DU HAINAUT,

Vu l'article 16 de la Loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, remplacé par la loi du 9 juillet 1982, notamment le paragraphe 4;

Vu le décret du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu les dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'avis de légalité du Directeur financier provincial sollicité en date du 9 octobre 2020;

Vu l'avis de légalité remis par le Directeur financier provincial en date du 12 octobre 2020 ;

Sur proposition du Collège provincial,

**A R R E T E :**

<b>Par nombre de voix :</b>	
<b>Quorum :</b>	<b>38</b>
<b>Pour :</b>	<b>36</b>
<b>Contre :</b>	<b>2</b>
<b>Abstention :</b>	<b>0</b>

## **I.- Généralités**

Article 1.- Le présent règlement est applicable, sauf dispositions contraires d'un règlement particulier, aux taxes provinciales généralement quelconques, établies ou à établir par le Conseil provincial du Hainaut, à l'exception des centimes additionnels au précompte immobilier.

Article 2.- Le Collège provincial est chargé de prendre toutes mesures d'exécution ou d'application du présent règlement ou des règlements particuliers des taxes provinciales.

Il lui appartient, en outre, de trancher toutes les difficultés qui pourraient surgir dans le cadre de l'application des différents règlements.

Article 3.- Les travaux préliminaires au recouvrement des impositions, les recouvrements ainsi que l'instruction des litiges y relatifs sont effectués par les fonctionnaires et agents des Administrations désignés à cette fin par les lois, décrets, arrêtés et règlements, et sous l'autorité de ces administrations.

Les services administratifs de l'Etat, des Communautés, des Régions, des provinces et des communes, ainsi que les établissements ou organismes publics sont tenus, lorsqu'ils en sont requis par un fonctionnaire chargé de l'établissement ou du recouvrement des taxes provinciales, de lui fournir tous renseignements en leur possession conformément à l'article 327 du Code des Impôts sur les Revenus 1992.

Article 4.- Les rémunérations relatives aux opérations visées à l'article 3 ainsi que les indemnités octroyées aux agents verbalisants ou rapporteurs sont fixées par les arrêtés ministériels du 12 avril 1965 et sont à charge de l'administration qui effectue le recouvrement ou, à défaut, de la Province.

Article 5.- L'établissement et le recouvrement des taxes provinciales s'effectuent conformément aux dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, du Code des Impôts sur les Revenus, de l'arrêté royal d'exécution de ce code pour autant qu'elles ne concernent pas spécialement les impôts sur les revenus et le présent règlement.

Article 6.- Aucune taxe n'est due pour l'année en cours, lorsque la détention, l'utilisation ou l'exploitation d'un élément imposable commence à partir du 1er décembre.

Les impositions inférieures à 1,24 EUR ne seront pas perçues.

Article 7.- Sauf dispositions contraires contenues dans les règlements-taxes, il n'est accordé aucune remise ou modération dans le cas de vente, cession, cessation d'exploitation, disparition ou passage d'une catégorie supérieure dans une catégorie inférieure d'un élément imposé, en cours d'exercice.

Article 8.- En cas de vente ou de cession d'un élément imposable, la taxe payée pour l'année courante peut être transcrite au nom de l'acquéreur, si celui-ci le demande dans le mois, en reproduisant la quittance délivrée au cédant.

Aussi longtemps que la mutation n'a pas été déclarée, le cédant est responsable du paiement de la taxe, sauf son recours contre l'acquéreur.

## **II.- Recensement, établissement et recouvrement des taxes**

Article 9.- Les impositions provinciales sont perçues soit par voie de rôles, soit recouvrées au comptant. Dans ce dernier cas, une preuve de paiement devra être délivrée au contribuable.

Article 10.- Les impositions perçues par voie de rôles sont établies, pour la plupart, à la suite d'un recensement effectué sur formulaires transmis aux contribuables en début de chaque année.

Cette formule est complétée et signée par l'intéressé ou, à sa demande, complétée par un agent recenseur. Dans ce dernier cas, la signature du contribuable doit être précédée de la mention manuscrite "Approuvé".

Si le contribuable se trouve dans l'impossibilité de signer, la formule de déclaration est revêtue de la signature de l'agent recenseur ou de deux autres personnes.

Les déclarations sont retirées, le cas échéant, à l'expiration des huit jours suivant la remise du bulletin à domicile.

Sont dispensés de la déclaration pour l'année courante, ceux qui, venant s'établir dans une commune, justifient avoir fait cette déclaration et avoir acquitté la taxe dans une autre province pour ladite année.

Article 11.- Le redevable qui n'aurait pas été compris dans la distribution des formulaires de déclaration visés à l'article 10 est tenu d'en aviser l'Administration provinciale.

Il lui sera délivré le formulaire réglementaire, qui devra être complété, signé et remis à l'agent recenseur ou à l'Administration provinciale dans les huit jours qui suivent.

Article 12.- Les propriétaires, détenteurs, employeurs ou exploitants d'éléments imposables, qui se déplaceraient dans plusieurs communes de la Province, sont tenus d'en faire la déclaration, avec mention spéciale de cette circonstance, dans chacune de ces communes.

Article 13.- Les redevables ou services chargés du recensement transmettent les déclarations dûment complétées et signées, accompagnées d'un relevé récapitulatif éventuel, au service fiscal provincial, 31, Digue de Cuesmes, 7000 - MONS pour établissement de la taxe.

Article 14.- Toute personne qui, postérieurement au recensement dont question à l'article 10, devient propriétaire, détenteur, exploitant ou employeur d'éléments imposables, augmente le nombre de ceux qu'elle avait primitivement déclarés ou remplace ces derniers par d'autres d'une catégorie imposée à un taux supérieur, doit en faire, dans les quinze jours, la déclaration à l'Administration provinciale.

Dans ce dernier cas, il sera dû, en plus de la première imposition, la différence entre les deux taxations.

Article 15.- Une déclaration doit être souscrite alors même que les éléments imposables, dont on devient propriétaire, détenteur, employeur ou exploitant, auraient déjà été déclarés dans une autre province ou par le précédent redevable.

Il sera, dans ces cas, fait éventuellement application des dispositions des articles 7 et 14 du présent règlement.

Article 16.- En cas de changement de domicile, au sein de la Province, d'un propriétaire, détenteur, exploitant, employeur d'éléments imposables, l'Administration communale du domicile précédent en donne connaissance à la commune du nouveau domicile.

Article 17.- L'établissement de la taxe s'effectue par l'Administration provinciale sur la base des dispositions contenues dans les règlements-taxes et conformément aux dispositions de l'article 5 du présent règlement.

Article 18.- Les services chargés du recensement dressent des relevés supplémentaires comprenant les déclarations des contribuables qui, pour une cause quelconque, n'ont pu être portées au rôle primitif.

Les rôles supplétifs sont dressés, arrêtés, rendus exécutoires de la même manière que les rôles primitifs.

Article 19.- Le recouvrement s'effectue soit par le SPF Finances aux conditions qu'il détermine, soit par l'Administration provinciale conformément à l'article 5 du présent règlement.

Article 20.- Une sommation avant poursuites sera adressée par voie recommandée au moins un mois avant le commandement qui sera fait par huissier de justice, sauf si les droits du Trésor sont en péril. Les frais de l'envoi, fixé à 5 euros, sont à charge du redevable.

### **III.- Réclamations**

Article 21.- Tout contribuable qui se croit lésé par une cotisation peut introduire une réclamation auprès du Collège provincial dans les conditions de forme et de délai fixées par les articles L 3321-9 à L 3321-11 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

### **IV.- Infractions, poursuites, pénalités, transactions.**

Article 22.- §1. Lorsque le règlement de taxation prévoit une obligation de déclaration, la non-déclaration dans les délais prévus par ce même règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, entraîne l'enrôlement d'office de la taxe conformément aux articles L 3321-6 et L 3321-7 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'autorité habilitée à arrêter le rôle notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

La taxation d'office ne peut être enrôlée valablement que pendant une période de trois ans à compter du 1er janvier de l'exercice d'imposition. Ce délai est prolongé de deux ans en cas d'infraction au règlement de taxation commise dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire.

§2. Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire des éclaircissements ou explications permettant de vérifier les éléments de taxation déclarés.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable.

Article 23.- Les taxes enrôlées d'office seront, le cas échéant, majorées d'accroissements qui ne pourront dépasser le double de la taxe éludée. Le montant de cette majoration sera également enrôlé.

Article 24-L' échelle des accroissements d'impôt est fixée comme suit :

- A. Infraction due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : NEANT

- B. Infraction sans intention d'éluder l'impôt :

1ère infraction : 10%

(en l'absence de mauvaise foi, il peut être renoncé à ces 10% d'accroissement)

2ème infraction : 20%

3ème infraction : 30%

4ème infraction : 50%

5ème infraction et infractions suivantes: 100%

- C. Infraction avec intention d'éluder l'impôt :

1ère infraction : 50%

2ème infraction et infractions suivantes : 100%

**V.- Opérations comptables**

Article 25- Sous réserve de dispositions légales spécifiques, les écritures comptables afférentes aux taxes provinciales s'effectuent conformément aux dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

**VI - Exonération de certaines taxes en faveur des entreprises nouvelles ou des extensions d'entreprises existantes.**

Article 26- Indépendamment de l'exonération des centimes additionnels provinciaux au précompte immobilier, les entreprises installant un nouveau siège d'exploitation ou une nouvelle division sur le territoire du Hainaut sont exonérées, à partir du 1er janvier qui suit leur mise en activité ou leur occupation, de la taxe provinciale sur les établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes ou établissements classés relatifs au Permis d'Environnement (arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002).

Article 27- L'exonération visée à l'article premier n'est applicable qu'aux personnes physiques ou morales qui ont obtenu une prime à l'investissement dans le cadre des lois d'expansion économique en vigueur ou de l'Objectif 1.

Sa durée sera égale à celle de l'aide octroyée par la Région wallonne. Elle est accordée par le Collège provincial sur demande des intéressés.

Article 28- Sont également exonérés de toute taxe provinciale :

- \* les ruchers
- \* les pompes à chaleur
- \* les stations d'épuration individuelle dont la capacité de traitement est inférieure à 100 équivalents-habitants
- \* les panneaux du type « Ralenti, tu arrives près de mon école » et les plaques portant les noms de rues et faisant la publicité de tel ou tel commerçant qui, ayant fait l'objet d'une donation à certaines administrations communales, deviennent leur propriété et échappent à l'impôt, d'autant plus que leur superficie est inférieure à 1m<sup>2</sup>
- \* Les voitures d'occasion, exposées pour être vendues ou véhicules immatriculés en attente de réparation
- \* les véhicules en attente d'expertise
- \* les véhicules saisis à la suite d'accidents, par décision judiciaire
- \* les véhicules bâchés
- \* les pneus qui maintiennent la couverture protectrice d'un silo agricole ou qui sont réservés à cette fin
- \* les pneus de karting
- \* les automates de toute nature (pompes à carburant, appareils délivrant des boissons, des aliments, des tabacs, des billets de banque, les guichets automatisés des banques, les lecteurs optiques, ...)
- \* les immeubles exonérés du précompte immobilier par la Région wallonne
- \* les infrastructures du réseau ASTRID

Article 29 - Le Collège provincial est autorisé à faire recueillir tous les éléments nécessaires pour lui permettre de vérifier l'exactitude des renseignements fournis par les requérants, ainsi que tous autres documents utiles à l'instruction des demandes.

Article 30- Les dispositions antérieures inhérentes au règlement général des taxes provinciales et sur les exonérations de certaines taxes en faveur des entreprises nouvelles ou des extensions d'entreprises existantes sont abrogées et remplacées par la présente résolution à partir de l'exercice d'imposition 2021.

Article 31 - La présente résolution sera soumise à l'examen de l'autorité de tutelle et publiée par la voie du Bulletin provincial de la Province de Hainaut et par la mise en ligne sur son site Internet.

En séance à MONS, le 27 octobre 2020.

LE DIRECTEUR GENERAL PROVINCIAL,  
(s) P. MELIS

LE PRESIDENT,  
(s) A. BOITE

Soient les résolutions qui précèdent insérées au Bulletin provincial et mises en ligne sur le site internet de la Province en vertu du Décret du 12 février 2004 organisant les Provinces wallonnes, codifié dans le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD). Celles-ci ont été approuvées par arrêté ministériel de la Région wallonne en date du 4 décembre 2020.

A Mons, le 11 décembre 2020.

LE DIRECTEUR GENERAL PROVINCIAL,  
(s) P. MELIS

LE PRESIDENT,  
(s) A. BOITE



Département des Finances  
locales

Direction de la Tutelle financière

Cellule fiscale

Avenue Gouverneur Bovesse, 100  
B-5100 NAMUR (JAMBES)

Tél. : +32 (0)81 32 37 42  
[pouvoirslocaux@spw.wallonie.be](mailto:pouvoirslocaux@spw.wallonie.be)

ARRÊTÉ NOTIFIÉ LE 07 DEC. 2020

Collège provincial de Hainaut

Rue Verte, 13

7000 MONS

Votre contact : Sylvie DAUBRESSE, Attachée, ☎ : 081/32.36.06 - ✉ [Sylvie.Daubresse@spw.wallonie.be](mailto:Sylvie.Daubresse@spw.wallonie.be)

Vos réf. : Votre recommandé non daté transmettant les délibérations fiscales pour 2021  
Nos réf. : DGO5/050100/FIN/Fis/2020.004703/SD/20.031

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

#### LE MINISTRE DU LOGEMENT DES POUVOIRS LOCAUX ET DE LA VILLE

Vu la Constitution, les articles 41,162 et 170 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 9 juillet 2020 relative à l'élaboration des budgets des provinces de la Région wallonne, pour l'année 2021 ;

Vu les résolutions du 27 octobre 2020, reçues le 4 novembre 2020, par lesquelles le conseil provincial de HAINAUT établit, pour l'exercice 2021, les règlements suivants relatifs aux taxes provinciales :

- règlement général relatif à la perception des taxes provinciales et sur les exonérations de certaines taxes en faveur des entreprises nouvelles ou des extensions d'entreprises existantes,

Service public de Wallonie **intérieur action sociale**

- règlement-taxe sur les débits de tabacs,
- règlement-taxe sur les dépôts de mitraille, de pneus ou de véhicules usagés situés en plein air,
- règlement-taxe sur les établissements bancaires,
- règlement-taxe sur les établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes et sur les établissements classés,
- règlement-taxe sur les officines de paris aux courses de chevaux,
- règlement-taxe sur les panneaux d'affichage,
- règlement-taxe sur les permis et licences de chasse ;

Considérant que les résolutions du conseil provincial de HAINAUT du 27 octobre 2020 susvisées sont conformes à la loi et à l'intérêt général,

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Les délibérations du 27 octobre 2020 par lesquelles le conseil provincial de HAINAUT établit, pour l'exercice 2021, les règlements suivants relatifs aux taxes provinciales, **SONT APPROUVEES** :

- règlement général relatif à la perception des taxes provinciales et sur les exonérations de certaines taxes en faveur des entreprises nouvelles ou des extensions d'entreprises existantes,
- règlement-taxe sur les débits de tabacs,
- règlement-taxe sur les dépôts de mitraille, de pneus ou de véhicules usagés situés en plein air,
- règlement-taxe sur les établissements bancaires,
- règlement-taxe sur les établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes et sur les établissements classés,
- règlement-taxe sur les officines de paris aux courses de chevaux,
- règlement-taxe sur les panneaux d'affichage,
- règlement-taxe sur les permis et licences de chasse.

**Art. 2 :** L'attention des autorités provinciales est attirée sur les éléments suivants :

- Pour rappel, la circulaire budgétaire prévoit que « Pour tout règlement-redevance ou tout règlement-taxe existant et présentant un taux supérieur à celui repris dans la présente nomenclature, la province concernée devra m'adresser une note détaillant l'historique ayant mené la province à adopter ce taux, ainsi que les éventuelles

raisons l'empêchant d'amener le taux de la taxe ou de la redevance concernée dans la limite énoncée dans cette nomenclature » ;

- Aux articles 10 et suivants de votre règlement général, il est question de déclaration et de recensement. Or, il ressort de l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation qu'il existe deux types de procédure de taxation : le recensement ou la déclaration ; que les autorités provinciales doivent dès lors choisir l'une ou l'autre de ces deux procédures de taxation mais non les deux. De surcroît, il est totalement contradictoire de prévoir d'une part, qu'un recensement a lieu par les agents provinciaux et d'autre part, que les citoyens reçoivent une déclaration à remplir ;
- Il serait préférable de voter séparément la taxe sur les dépôts de mitrailles et de véhicules usagés et la taxe sur les véhicules isolés abandonnés. En effet, la première vise exclusivement une exploitation commerciale, alors que la seconde vise un particulier ;
- Le titre du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales sera modifié en 2021. En effet, un décret est en préparation afin de pérenniser dans le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les mesures prises par la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales. Il conviendra donc de surveiller les modifications législatives afin de pouvoir adapter les règlements à la nouvelle législation.
- Il serait préférable, à l'avenir, de transmettre vos délibérations fiscales via le guichet unique (un seul dossier pour toutes les délibérations).

**Art. 4 :** Mention du présent arrêté sera faite en marge des résolutions concernées.

**Art. 5 :** Le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

**Art. 6 :** Le présent arrêté est notifié au Collège provincial de HAINAUT, rue Verte, 13 à 7000 MONS.

Il sera communiqué par le collège provincial au conseil provincial et au directeur financier provincial conformément à l'article 7 du Règlement général de la Comptabilité provinciale.

Namur, le

01/07/2020

  
Christophe COLLIGNON



**Département des Finances  
locales**

**Direction de la Tutelle financière**

Cellule fiscale

Avenue Gouverneur Bovesse, 100  
B-5100 NAMUR (JAMBES)

Tél. : +32 (0)81 32 37 42  
[pouvoirslocaux@spw.wallonie.be](mailto:pouvoirslocaux@spw.wallonie.be)

DATE : 10/12/2020

**Collège provincial de Hainaut**

**Digue de Cuesmes, 31**

**7000 MONS**

**Votre contact** : Sylvie DAUBRESSE, Attachée, ☎ : 081/32.36.06 - ✉ [Sylvie.Daubresse@spw.wallonie.be](mailto:Sylvie.Daubresse@spw.wallonie.be)

Vos réf. : /  
Nos réf. : DGO5/050100/FIN/Fis/2020-004709/SD/20.032

**Objet** : Tutelle générale d'annulation – Centimes additionnels provinciaux au précompte immobilier pour l'année 2021

[www.wallonie.be](http://www.wallonie.be)  
N° vert : 1718 (informations générales)

Aux Membres du collège provincial,

J'ai bien reçu la délibération du 27 octobre 2020 par laquelle le conseil provincial établit, pour l'exercice 2021, le taux des centimes additionnels au précompte immobilier (1.895 centimes additionnels).

Je porte à votre connaissance que cette délibération n'appelle aucune mesure de tutelle et qu'elle est donc devenue pleinement exécutoire.

J'attire néanmoins votre attention sur le fait que la circulaire budgétaire du 9 juillet 2020 prévoit la nécessité de présenter pour tout règlement-redevance ou tout règlement-taxe existant et présentant un taux supérieur à celui repris dans la présente nomenclature, une note détaillant l'historique ayant mené la province à adopter ce taux, ainsi que les éventuelles raisons l'empêchant d'amener le taux de la taxe ou de la redevance concernée dans la limite énoncée dans cette nomenclature. Ceci vise en particulier le taux retenu en matière d'additionnel au précompte immobilier. Dans ce cas, Monsieur le Ministre souhaite recevoir la démonstration que la Province ne dispose d'aucun moyen lui permettant de baisser ce taux et de le ramener au taux maximum recommandé.

En l'occurrence cette note est absente du dossier transmis, je vous invite donc vivement à prendre les dispositions nécessaires pour qu'elle y soit jointe à l'avenir.

Par ailleurs, je vous recommande de viser à l'avenir dans votre préambule le décret wallon du 28 novembre 2019 ratifiant la décision du report du transfert à la Région

wallonne du service du précompte immobilier ainsi que le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes et d'insérer dans votre dispositif une disposition spécifiant que « Le recouvrement de cette taxe sera effectué par le Service public de Wallonie, comme le prescrit le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes ».

Veillez agréer, Chers Membres du collège provincial, l'assurance de ma considération distinguée.

La Directrice générale,



Françoise Lannoy  
Par délégation du Ministre du  
Logement,  
des Pouvoirs locaux et de la Ville.